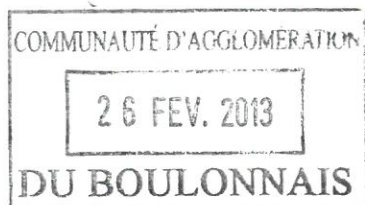




**SERVICE AMENAGEMENT TERRITORIAL**  
Tél. 03 21 60 48 60

**N/Réf. AB/LD N° 70**



**Monsieur le Président du Syndicat  
Mixte du Schéma de Coherence  
Territoriale du Boulonnais  
1 Boulevard du Bassin Napoléon  
62200 BOULOGNE-SUR-MER**

Vu DGS le		
DIFFUSION	Or.	Cop
M. le Pdt	X	
Cabinet		
Dir. FI		
D.S.T.		
Dir. Ag		
Dir. Eco		
Dir. HAR		
Dir. So		
Contr.		
Paye		

St-LAURENT-BLANGY, le 21 février 2013

**Siège Social**  
140 boulevard de la Liberté  
BP 1177  
59013 Lille cedex  
Tél. : 03 28 54 00 10  
-region@agriculture-npdc.fr

Antenne Arras

56 avenue Roger Salengro  
BP 80039  
62051 Saint Laurent Blangy cedex  
Tél. : 03 28 54 00 62  
Email : [ch.agri-arras@agriculture-npdc.fr](mailto:ch.agri-arras@agriculture-npdc.fr)

Antenne Lille

140 boulevard de la Liberté  
BP 1177  
59013 Lille cedex  
Tél. : 03 28 54 00 59  
Email : [ch.agri-lille@agriculture-npdc.fr](mailto:ch.agri-lille@agriculture-npdc.fr)

**OBJET :** SCOT arrêté du Boulonnais

Monsieur le Président,

Dans le cadre de la consultation des personnes publiques associées, vous nous avez transmis le projet du Schéma de cohérence territoriale du Boulonnais pour avis, et nous vous en remercions.

Nous tenons tout d'abord à vous rappeler l'importance de l'agriculture sur votre territoire, d'abord comme activité économique, mais aussi pour sa contribution à la qualité paysagère du Boulonnais, au cadre de vie de ses habitants et à l'environnement.

A la lecture de ce document, il nous semble utile de repréciser quelques grands principes auxquels nous sommes attachés, dont certains sont déjà repris :

- Avoir une gestion économe de l'espace agricole
- Préserver la fonctionnalité de l'espace agricole et les logiques de fonctionnement des exploitations agricoles dans leur diversité
- Créer des conditions favorables pour permettre le développement de cette activité et favoriser l'installation des jeunes agriculteurs.

Plusieurs points essentiels du document ont attiré notre attention, particulièrement dans le domaine du développement économique et de l'environnement.

*En ce qui concerne les espaces dédiés à l'habitat :*

Nous relevons les efforts prévus pour densifier l'urbanisation. Ceci passe à la fois par la mise en place de seuils de densités de

Carol

logements différents pour s'adapter aux territoires ruraux et urbains mais aussi par une politique de renouvellement urbain. L'objectif affiché étant de limiter l'impact sur la consommation de l'espace.

Néanmoins nous nous interrogeons sur la pertinence d'avoir des densités différentes entre les centres bourgs et les extensions urbaines.

Les lois SRU et Grenelle de l'environnement préconisent la densification de l'urbanisation en cœur de bourg. De ce fait nous nous demandons s'il est opportun d'étendre certains hameaux de votre territoire.

#### **En ce qui concerne la mise en œuvre de la Loi littoral :**

Notre compagnie est étonnée du choix d'étendre la bande de 100 mètres réglementaire à 400 mètres sur certains secteurs. Les exploitations agricoles présentes, pourront elles encore se développer, s'étendre ?

Cette volonté est elle en cohérence avec votre souhait de préserver l'agriculture, objectif affiché dans le PADD ?

La même question se pose pour les exploitations situées dans des espaces remarquables.

#### **En ce qui concerne le développement économique :**

La Chambre d'Agriculture constate une augmentation de la consommation à des fins d'artificialisation du sol (Objectif page 58 du DOO : 159 hectares à échéance du SCOT contre 122 hectares consommés sur la période 1998-2009). Ce qui traduit une consommation de *37 hectares en plus*.

De surcroît, le Document d'Orientation et d'Objectifs prescrit que l'ouverture ou l'extension des zones d'activités de moins de 5 hectares relèvera des PLU Intercommunaux. Ceci a pour conséquence, comme le relève à juste titre l'évaluation environnementale, de limiter la lisibilité des consommations réelles des espaces agricoles.

Le risque de mitage et de multiplications des activités économiques conduiront inévitablement à une surconsommation des espaces agricoles non comptée dans la consommation déjà excédentaire.

Ceci est tout à fait paradoxal dès lors que le Grenelle de l'environnement, la Loi de Modernisation de l'Agriculture et le

Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) demandent de diviser par deux voire par trois la consommation de l'espace agricole.

**En ce qui concerne l'environnement :**

La problématique environnementale est très largement identifiée. Le SCOT paraît très axé sur les questions paysagères. Il nous semble judicieux d'apprécier l'impact qu'aura la politique envisagée sur l'activité agricole. Il conviendra au préalable d'identifier la contribution de l'agriculture et ensuite de favoriser la concertation avec la profession agricole.

Le Document d'Orientation et d'Objectifs parle du Schéma Trame Verte et Bleue alors que celui-ci n'est pas achevé. Seul, le Diagnostic vient d'être finalisé.

Dans le contexte du secteur du Boulonnais, nous demandons que le schéma Trame Verte et Bleue ne vienne pas ajouter de contraintes supplémentaires qui seraient préjudiciables à l'exercice normal de l'activité agricole (Exemple de la politique tourisme de randonnée TVB et des aménagements coûteux envisagés le long des berges liane).

Au regard des points évoqués ci-dessus, notamment en ce concerne le développement économique, nous émettons **un avis défavorable** sur le projet de SCOT du Boulonnais.

Une justification plus détaillée de notre avis se trouve dans la note jointe au présent courrier.

Restant à votre disposition pour échanger sur une politique d'aménagement concertée de votre territoire, en cohérence avec le développement des exploitations agricoles, je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de mes sentiments distingués.

**Le Président,**

**J.B. BAYARD**



*Ce*



OBSERVATIONS DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION  
Sur le projet du SCOT du Boulonnais

**Le DOO :**

**Orientation 4 page 16 :**

« Le règlement ICPE s'applique à l'échelle du SCOT » La question des ICPE et des terrains à proximité sera réglée au PLU et non au SCOT.

**Orientation 5 page 17 :**

« Encourager la diversification agricole » : est-ce au SCOT d'afficher ce type d'orientation ? Ne pas oublier que le métier premier des agriculteurs est de nourrir les hommes (acte de production).

Titre A : « Aménager l'espace agricole en loisirs » Ces espaces ne risquent-ils plus d'être gérés, demain par des agriculteurs ? Donc ils ne profiteront pas à l'économie agricole locale.

Titre B : « les haies et boisements principaux seront protégés et renforcés... » Ne serait-il pas judicieux d'établir un état de l'existant avant de décider de renforcer, c'est-à-dire planter.

-

**Orientation 6 page 18 :**

Associer à cette prescription, la limitation des boisements pour éviter la fermeture de ces barrières agricoles, en faisant référence à la nécessité de définir des plans de boisement dans les communes concernées.

**Orientation 7 page 19 :**

Titre A : exemple de prescription trop floue, impossible à contrôler

Titre B : pas d'indication sur la méthode de protection une fois le recensement effectué

Titre C : attention à ne pas figer les choses via ces inventaires, laisser l'activité agricole évoluer et se développer.

Titre D : veiller à avoir le même traitement pour les bâtiments non agricoles (superettes, hangars ...)

**Orientation 24 page 51 :**

La Politique Agricole Commune régit déjà la question des bandes enherbées.

*Ce*

### **Orientation 27 page 54 à 56 :**

Le traitement des extensions des sièges d'exploitation concernés n'est pas abordé. Pourront-elles se développer, s'étendre avec la loi littoral et les espaces remarquables. De plus, vouloir étendre sur certains espaces la bande réglementaire de 100 m à 400 m, est-ce justifiable. Quel devenir pour les exploitations agricoles installées sur ces secteurs ?

### **Orientation 45 page 83 :**

« Réduire les risques de pollution d'origine agricole » est-ce le rôle du Scot d'afficher ce type de préconisation ? De plus, quelle maîtrise technique ont les rédacteurs pour juger de l'intérêt à long terme des mesures présentées comme le semis sans labour, l'utilisation des engrais et des produits phytosanitaires ?

### **Orientation 53 page 94 :**

Sur la dernière prescription, il semble judicieux de préciser que ces nouveaux corridors sont bien développés le long de linéaires (chemins ruisseaux..) existants, en limitant leur emprise sur les parcelles agricoles attenantes. De plus, nous nous interrogeons sur les problèmes de cohabitation entre promeneurs et agriculteurs que peut engendrer ce genre de prescription.

### **Orientation 63 page 117 :**

Objectif louable mais qui ne s'accompagne d'aucune mesure concrète. D'ailleurs est-ce au SCOT à répondre à cette exigence ?

### **Orientation 69 page 124 :**

Les emprises liées à la création de ces belvédères et aires de stationnement, annoncées à plusieurs endroits du SCOT, doivent impérativement être intégrées dans les comptes fonciers d'emprises agricoles. Ces aménagements doivent être limités au strict nécessaire.

### **Orientation 73 page 129 :**

Pourquoi fixer un seuil de surface de Photovoltaïque ? Nous vous rappelons qu'a été signé par l'ensemble des maires, la Charte d'engagement pour la gestion économe de l'espace, qui en outre interdit le photovoltaïque à même le sol.

### **Orientation 89 page 152 :**

En ce qui concerne l'ouverture des nouvelles zones d'activités, nous demandons le retrait du paragraphe suivant : « ....des pré-verdissement sont réalisés..... ». Nous exigeons que les exploitants expropriés puissent exploiter les terrains jusqu'à leur commercialisation (convention d'occupation précaire)

De plus comme déjà évoqué nous refusons la possibilité aux PLU communautaires de créer des zones d'activités de – de 5 hectares sur l'ensemble des territoires. Le Développement économique doit être l'affaire du SCOT.

Le titre D fait état d'un objectif de limiter les extensions des zones d'activités déjà existantes. Où est la cohérence ?

Ce

**Carte prescriptive n°8 :**

En ce qui concerne les emprises liées à des contournements annoncés, il faudra privilégier des modèles peu consommateurs de foncier. D'ailleurs cette approche pourrait faire l'objet d'une prescription du SCOT.